

News Release

Secretary of
State for
External Affairs



Communiqué

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/18

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UN DISCOURS D'ACCEPTATION DU
TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES ET
GOUVERNEUR POUR LE CANADA,
À L'OCCASION DE SON ÉLECTION À LA PRÉSIDENTENCE
DU CONSEIL DES GOUVERNEURS
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT
RÉUNION GÉNÉRALE ANNUELLE DE LA BID

MONTREAL (QUÉBEC)

Le 2 avril 1990

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, distingués invités,

Je suis très honoré d'avoir été élu à la présidence du Conseil des Gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement à l'occasion de sa 31^e Réunion générale annuelle. Je tiens à exprimer à notre collègue des Pays-Bas ma profonde gratitude pour la façon exemplaire dont son pays a exercé la présidence tout au long de l'année écoulée et pour l'habileté avec laquelle lui-même a mené les débats jusqu'ici.

Je suis aussi particulièrement heureux de pouvoir vous accueillir à Montréal, ville dynamique et raffinée qui offre à la Banque un cadre idéal pour entamer une décennie qui sera décisive pour le développement des Amériques.

Le Canada est un partenaire entier et actif au sein de cet hémisphère. Il est aussi fermement résolu à renforcer les institutions multilatérales. Assumer la présidence de ce Conseil est donc pour lui à la fois un honneur et une responsabilité.

Il est banal aujourd'hui de dire que nous vivons en une période de changements rapides et profonds. Mais cela est aussi un euphémisme. Le changement est devenu une constante dans les affaires mondiales. Les choses que nous pensions autrefois immuables ont aujourd'hui changé de façon radicale et soudaine. Cette métamorphose a créé de nouveaux espoirs dans la population mondiale - en Europe de l'Est, en Afrique australe, en Asie et dans cet hémisphère. L'un des défis que nous avons à relever est d'être à la hauteur des possibilités que nous offre ce moment historique. Les gens ordinaires, partout dans le monde, attendent énormément de leurs gouvernements - ils espèrent que ceux-ci pourront maintenant régler les problèmes qu'ils disaient autrefois insolubles en raison de l'animosité entre l'Est et l'Ouest.

Mais il y a aussi un autre défi à relever, celui de redéfinir notre concept de la sécurité et d'adopter en conséquence des stratégies qui reconnaissent que les problèmes autrefois occultés par le conflit Est-Ouest ne demandent aujourd'hui qu'à être réglés, et de façon plus urgente que jamais.

Ces problèmes sont les suivants :

- la détérioration de l'environnement;
- le fléau du terrorisme;
- la multiplication des conflits régionaux et la prolifération des armes de destruction massive qui peuvent rendre ces conflits encore plus meurtriers;

- le trafic international de drogue;
- la persistance du sous-développement et de la surpopulation;
- le lourd fardeau de la dette internationale, qui menace à la fois l'équilibre du système financier international et la stabilité sociale des nations.

Voilà le nouvel ordre du jour de la sécurité internationale. Ce sont là les problèmes sur lesquels nous devons maintenant faire converger nos efforts. C'est à notre capacité de faire face à ces problèmes que l'histoire jugera de notre compétence et de notre sagesse collectives.

Mais il ne s'agit pas simplement de remodeler l'ordre du jour international. Nous devons aussi définir de nouvelles approches à l'égard de problèmes communs. Par le passé, les nations avaient un choix : faire cavalier seul, ou unir leurs efforts. L'unilatéralisme était un choix raisonnable, du moins pour les puissants. Mais pour tant des problèmes à régler, l'unilatéralisme ne suffit pas. Les solutions strictement nationales ne mèneront à rien. Seule une approche collective et coopérative nous permettra de réussir.

L'hémisphère dans lequel nous vivons est un exemple patent des possibilités et des défis qui s'offrent à nous. Les problèmes mondiaux que j'ai esquissés tout à l'heure se retrouvent dans notre région, parfois de manière criante et de façon plus marquée qu'ailleurs. Mais il y a aussi, en contrepartie, les tendances prometteuses qui se dessinent, l'heureuse progression de la démocratie, l'acceptation de plus en plus grande du libre marché et la réduction des tensions régionales.

La nécessité d'institutions multilatérales viables n'a jamais été aussi grande dans cet hémisphère. La Banque est une partie importante du système multilatéral dans notre région du monde. Il nous incombe, en tant que Gouverneurs, de faire en sorte que notre institution puisse encore plus efficacement s'attaquer aux problèmes courants et tirer profit des véritables possibilités qui s'offrent de réaliser des progrès concrets. Cette institution ne peut demeurer passive. Nous ne devons pas nous éloigner de nos objectifs. Nous, Gouverneurs, qui avons l'obligation politique de garantir l'action, devons assumer un rôle de leadership et aider la Banque à poursuivre sa mission.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, distingués invités, la Banque interaméricaine de développement doit être un des éléments clé du développement de la région à l'aube de la nouvelle décennie. Les ressources à notre disposition ont été accrues par la 7e Augmentation générale des ressources. Le Groupe de travail de haut niveau sur la réforme et le renouvellement a donné à la Banque de nouvelles orientations. La Banque a reçu ses nouvelles lignes directrices à Amsterdam, il y a un an; elle est maintenant solidement engagée sur la voie du renouveau. Nous devons veiller à ce que l'utile travail déjà réalisé ne soit pas perdu et prendre des mesures pour qu'il ait des répercussions pratiques et réalistes sur les opérations courantes.

L'année 1989 a été une année de défis, de changements et de bouleversements pour la Banque et son personnel. La Banque a été bien servie par le sage et dynamique leadership de son Président, M. Enrique Iglesias. M. Iglesias doit savoir que nous, Gouverneurs, l'appuyons entièrement et solidement dans sa difficile tâche. Nous attendons avec impatience son rapport sur les mesures prises pendant la dernière année ainsi que ses propositions, que nous discuterons et examinerons ici à Montréal.

Il n'est jamais facile de faire fonctionner des institutions multilatérales. D'une part, ces institutions doivent assurer un leadership au plan des politiques si elles veulent continuer à répondre efficacement aux besoins de leurs membres. D'autre part, le multilatéralisme exige que des vues souvent disparates servent de base à un compromis cohérent et viable sans diluer le besoin fondamental d'actions et de réalisations. C'est ici que la clairvoyance et le leadership politique sont requis. Nous, Gouverneurs, devons prendre au sérieux notre rôle d'artisans et d'arbitres. En tant que responsables des politiques, nous pouvons fournir un leadership que la Banque pourra traduire ensuite en actions et dont elle pourra s'inspirer pour aider le Conseil des directeurs à superviser le programme d'activités de l'institution.

Les ambitieux objectifs que nous avons définis dans la 7e Reconstitution donnent un rôle spécifique à la Banque dans la région. Nous espérons que la Banque restera une source importante de compétences techniques et qu'elle continuera à assurer un leadership dans la recherche de nouveaux moyens d'améliorer la productivité humaine, et qu'elle saura le faire d'une manière qui soit à la fois écologiquement viable et véritablement avantageuse à long terme pour les pauvres.

La réalisation de ces objectifs exigera de chaque membre qu'il fasse preuve de bonne volonté, d'énergie et de discipline. Il y faudra de la persévérance, un sens aigu de ce qui est possible, et un sens plus aigu encore de ce qui est nécessaire. Le personnel de la Banque, le Président et le Conseil des directeurs devront y mettre toutes leurs énergies.

En tant que Président du Conseil des Gouverneurs, je m'engage à travailler avec vous tous pour faire en sorte que nos objectifs communs soient réalisés et que le véritable esprit du multilatéralisme se reflète dans les opérations et dans les organes directeurs de la Banque.

Cette banque des Amériques est confrontée à d'importants défis. Nous nous réjouissons de la tendance à la démocratie et à la libéralisation des marchés, tout comme des mesures courageuses et clairvoyantes prises par plusieurs pays pour créer une structure favorisant une prospérité durable pour tous leurs citoyens. Mais le fardeau de la dette reste imposant, et les taux d'intérêt élevés limitent sérieusement la marge de manoeuvre des pays qui cherchent à ajuster leurs politiques économiques. C'est là un important point d'intervention pour la Banque: collaborer étroitement avec les membres emprunteurs lorsqu'ils définissent leurs besoins de politique, et fournir un leadership au plan des politiques sectorielles en rapport avec les institutions de Bretton Woods et ce, dans un cadre national cohérent.

Il se pose d'autres défis tout aussi importants. Certains gouvernements ont hérité de structures socio-économiques manifestement inéquitables. Ces structures entravent la croissance économique et l'investissement. Elles peuvent compromettre sur le long terme la viabilité des processus démocratiques. Et elles permettent - et causent même - la persistance d'un niveau et d'un degré de pauvreté vraiment honteux. C'est pour cette raison que les Gouverneurs ont demandé à la Banque de s'assurer qu'au moins 50% des ressources du programme de prêts de la 7e Période de reconstitution soient consacrés aux populations les plus pauvres, parmi lesquelles on compte un nombre disproportionné de femmes.

Les forts taux d'accroissement démographique présentent d'autres défis qui devront être relevés rapidement et collectivement, plutôt que dans un esprit national. La surpopulation et le sous-développement constituent un cercle vicieux dont la gestion est déterminante si l'on veut que cet hémisphère progresse vers la prospérité et la justice pour tous.

Au seuil de cette nouvelle décennie, le souci de l'environnement doit être encore plus présent dans toutes nos entreprises. Nos sociétés, nos pays, notre région doivent dépasser le stade de la rhétorique et cesser de chercher des boucs émissaires. Car, alors même que nous débattons des moyens d'action qui conviennent, nous savons les conséquences de l'inaction. Le signe est bel et bien sur le mur. Et nous savons aussi que des approches coopératives s'imposent. L'environnement est le seul domaine où les approches nationales, quoique nécessaires, ne sont en aucun cas suffisantes. J'ai eu l'occasion, hier, de rencontrer des représentants de groupes environnementaux venus des quatre coins de l'hémisphère.

Ils sont ici, non pas en adversaires mais en partenaires, à la recherche de moyens propres à faire avancer les deux éléments de l'expression "développement durable". Nous devons collaborer avec eux dans ce même esprit.

Le Canada vient d'accueillir à Vancouver la conférence Globe 90, qui avait pour but de susciter un nouveau partenariat entre les gouvernements et les populations afin de relever le défi environnemental. Le Brésil sera l'hôte de la Conférence des Nations Unies sur le développement et l'environnement en 1992. Ces deux derniers jours, beaucoup d'entre nous se sont rencontrés et ont échangé leurs points de vue sur les questions environnementales qui affectent notre hémisphère. La Banque doit participer à la recherche et à la mise en oeuvre des solutions aux problèmes environnementaux. Nous, les Gouverneurs, devons continuer de manifester notre ferme appui au Président Iglesias pour les efforts qu'il déploie en ce sens. Il a démontré par ses paroles et par ses actes qu'il est déterminé à relever le défi avec énergie et vigueur. Cette semaine, comme tout au long de l'année, il nous incombe de faire en sorte, par nos votes, par nos instructions au Conseil des directeurs, et par les propositions de prêt prévues par la Banque et les pays emprunteurs, que l'environnement reçoive toute l'attention que nous lui devons.

Pour conclure, je demanderai à mes collègues Gouverneurs de prendre avec moi l'engagement collectif de nous attaquer - avec confiance et énergie - aux défis et aux possibilités qui s'offrent à nous. À bien des égards, c'est là notre meilleure chance de rectifier les erreurs du passé. Et peut-être aussi notre dernière chance de le faire, car les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne peuvent guère attendre et nous interdisent l'échec.

La Banque a son chemin tout tracé, même s'il ne sera pas facile. Je suis certain que tous les Gouverneurs sont, comme moi, résolus à faire en sorte que la Banque joue un rôle crucial pour définir la voie du développement de l'hémisphère dans la décennie à venir. Au nom du Gouvernement du Canada, j'accepte avec plaisir l'honneur qui m'est dévolu d'exercer la présidence du Conseil des gouverneurs de la Banque. Je ne doute pas que notre réunion à Montréal sera à la fois active et productive.